



**PRÉFET
DE L'EURE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
de Normandie**

**Arrêté préfectoral n° UBDEO/ERA/25/71 modifiant l'arrêté d'autorisation n°D1-
B1-15-176 du 18 février 2015 modifié de la société NUFARM implantée
sur la commune de Gaillon (27)
*Plan de gestion de la pollution des eaux souterraines***

**Le préfet de l'Eure
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite**

VU le Code de l'environnement ;

VU la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

VU le décret du 31 octobre 2024 du Président de la République nommant Monsieur Charles GIUSTI, préfet de l'Eure ;

VU le procès verbal d'installation de Monsieur Charles GIUSTI, préfet de l'Eure, au 18 novembre 2024 ;

VU le décret du 14 février 2024 du Président de la République nommant Monsieur Alaric MALVES, secrétaire général de la préfecture de l'Eure ;

VU l'arrêté ministériel du 11 septembre 2003 portant application du décret n° 96-102 du 2 février 1996 et fixant les prescriptions générales applicables aux sondages, forage, création de puits ou d'ouvrage souterrain soumis à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-3 du Code de l'environnement et relevant de la rubrique 1.1.1.0 de la nomenclature annexée au décret n° 93-743 du 29 mars 1993 modifié.

VU l'arrêté ministériel du 4 novembre 2024 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables aux installations du secteur de la chimie relevant du régime de l'autorisation au titre de l'une au moins des rubriques suivantes de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement : 3410 à 3460, ou 3710 lorsque la charge polluante principale provient d'une ou plusieurs installations relevant de l'une au moins des rubriques 3410 à 3460 ;

VU l'arrêté préfectoral n°D1-B1-15-176 du 18 février 2015 autorisant la société NUFARM à exercer ses activités sur le territoire de la commune de Gaillon ;

VU l'arrêté préfectoral complémentaire UDE/ERA/23/54 du 03 avril 2023 prescrivant à l'exploitant la mise en place d'un plan de gestion de traitement du panache de pollution ;

VU le rapport de plan de gestion remis à l'inspection le 28 mars 2025 ;

VU le projet d'arrêté porté le 15 juillet 2025 à la connaissance de l'exploitant ;

VU les observations de l'exploitant du 1^{er} août 2025 en réponse ;

Considérant :

Que l'établissement exploité par la société NUFARM sur la commune de Gaillon relève du régime SEVESO seuil haut défini à l'article R.511-10 du code de l'environnement ;

Que les activités anciennement exercées sur le site sont à l'origine d'une pollution des sols et de la nappe des eaux souterraines, par des composés variés, notamment des BTEX, COHV, chlorobenzènes, pesticides, HAP ;

Que l'arrêté préfectoral complémentaire du 03 avril 2023 prescrivait, en son article premier :

- la réalisation pour le 31 décembre 2023 d'une collecte de données complémentaires sur l'étendue de la pollution ;
- la réalisation pour le 31 mars 2024 d'essais pilote pour le traitement du panache de pollution de la nappe et des zones sources ;
- la mise à jour pour le 31 décembre 2024 du plan de gestion de traitement du panache ;

Que l'exploitant a remis en date du 28 mars 2025 le rapport final de proposition de traitement ;

Que l'exploitant a réalisé les investigations sur les gaz du sol, sur les sols, les eaux souterraines, le réseau d'eau potable et l'air intérieur ;

Que le schéma conceptuel laisse apparaître des voies de transfert entre les milieux, nécessitant la mise en place de mesures de gestion pour protéger les intérêts mentionnés à l'article L511-1 du Code de l'environnement ;

Que compte tenu des contraintes liées au traitement des sources sol, l'étude technico-économique a porté sur le traitement des composés présents dans les eaux souterraines ;

Que des essais pilote ont été menés entre mars 2024 et janvier 2025, en laboratoire et sur site ;

Que le traitement sélectionné est la technique de barrière hydraulique par pompage séquentiel, ajoutée à une action d'écrouissage de la phase libre ;

Qu'il convient d'imposer à NUFARM le phasage des travaux et le suivi des paramètres de contrôle ;

Que conformément à l'article L.181-14 du Code de l'environnement, l'autorité administrative compétente peut imposer toute prescription complémentaire qu'il juge nécessaire et que, conformément à l'article R.181-45 du Code de l'environnement, les prescriptions complémentaires sont fixées par des arrêtés complémentaires ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture,

ARRÊTE

ARTICLE PREMIER : Objet

La société NUFARM dont le siège social est situé à COLOMBES (92) est tenue de respecter les dispositions du présent arrêté.

Le présent arrêté abroge l'arrêté préfectoral complémentaire du 03 avril 2023.

ARTICLE 2 : Phasage des travaux

L'exploitant met en place un plan de gestion de la pollution selon le calendrier suivant :

Installation et raccordement, mise en place	1 ^{er} semestre 2026
Traitement de la phase libre par pompage-écrémage au droit de la zone POV	6 à 12 mois
Traitement du panache par pompage (barrière hydraulique)	Dès fin de traitement de la phase libre

ARTICLE 3 : Méthode de traitement du panache de pollution

Le traitement mis en place est le suivant. Celui-ci pourra être adapté en fonction des évolutions techniques et des résultats de l'autosurveillance, sur validation préalable de l'inspection.

Traitement des eaux pompées

Les eaux pompées sont acheminées via des canalisations enterrées et/ ou aériennes jusqu'à une unité de traitement des eaux comprenant les modules de traitement suivants :

- Séparateur à hydrocarbures : séparation physique et récupération de la phase libre surnageante de la phase aqueuse ;
- Déferrisation : aération du fluide dans un premier réacteur, permettant une oxydation du fer dans un second compartiment. L'aération entraîne une volatilisation partielle des composés volatils (COHV, BTEXN, chlorobenzènes) qui sont captés et traités en phase gazeuse sur des filtres à charbon actif en série ;
- Filtration des Matières En Suspension (MES) : filtration des MES, dont les boues d'oxydes de fer. Le filtre est lavé régulièrement et dès que nécessaire par contre-lavage avec des eaux traitées. Les eaux de contre-lavage sont décantées puis les boues sont évacuées hors-site dans des filières autorisées. Les eaux claires résiduelles sont renvoyées en amont du traitement par stripping ;
- Traitement des composés volatils par stripping :
 - transfert forcé par volatilisation des composés volatils (notamment COHV, BTEXN, chlorobenzènes) de la phase aqueuse vers une phase gazeuse circulant à contre-courant.Ce procédé utilise une tour remplie d'un garnissage ou d'un réacteur à plateaux perforés permettant d'augmenter la surface spécifique d'échange liquide/gaz ;
- traitement du flux d'air enrichi en composés volatils sur des filtres à charbon actif en série puis rejet atmosphérique du flux d'air traité ;
- Traitement des composés non volatils en phase aqueuse : traitement des composés résiduels (notamment pesticides, hydrocarbures non volatils et PFAS) sur des filtres à charbon actif en série puis rejet au réseau d'eau pluviale du site.

Devenir des produits issus du traitement :

En phase d'installation :

- Eaux issues du développement des nouveaux puits : stockage temporaire sur site puis traitement sur l'unité de traitement de la barrière hydraulique ;
- Déblais de forage et de tranchées : analyse et évacuation en filière de traitement hors site ;
- Enrobés issus du décroulage des tranchées (amiantés ou non amiantés) : évacuation en filière de traitement hors-site.

En phase d'exploitation :

Les déchets suivants feront l'objet d'une caractérisation analytique initiale puis d'une évacuation pour un traitement hors-site :

- Boues issues du contre-lavage de filtration des matières en suspension ;
- Charbon actif issue du traitement des gaz et de l'eau ;
- Phase libre hydrophobe issue de l'écémage des puits et du séparateur à hydrocarbures ;

ARTICLE 4 : Surveillance des rejets du traitement

4.1 Rejets du traitement

Les gaz issus de l'étape de stripping sont rejetés à l'atmosphère. Ils respectent les dispositions de l'arrêté ministériel du 4 novembre 2024 concernant les paramètres suivants :

COHV	BTEX et naphtalène
HCT C5-C16	Mono et dichlorobenzènes

Les eaux souterraines traitées sont évacuées par le réseau d'eaux pluviales. Elles respectent les dispositions de l'arrêté ministériel du 4 novembre 2024 concernant les paramètres suivants :

COHV	BTEX et naphtalène
HCT C5-C40	Mono et dichlorobenzènes

Pour les paramètres suivants, les conditions de rejet suivantes sont respectées :

Pesticides : amitrole, dichlorprop, mécoprop	Concentration maximale par substance au rejet de 25 µg/l si le rejet dépasse 1g/j
PFAS (sommés des 20 composés de la directive cadre)	Concentration maximale au rejet de 25 µg/l

Les rejets sont suivis selon les fréquences déterminées ci-dessous :

Phase de traitement par pompage-écrémage de la zone POV	- hebdomadaire le premier mois - mensuelle jusqu'à la fin du traitement
Phase de traitement par pompage de la barrière hydraulique	- hebdomadaire le premier mois - mensuelle du 2ème au 12ème mois - trimestrielle pour la suite du traitement

Les fréquences pourront faire l'objet de révisions sur proposition de l'exploitant ou de l'inspection.

4.2 Surveillance des milieux

L'exploitant réalise le suivi de surveillance des milieux air ambiant des bâtiments A01, A02 et A04, et du réseau d'eau potable, selon les prescriptions suivantes :

Air ambiant des bâtiments A01, A02 et A04	
Paramètres	Fréquence
- COHV - HCT C5-C16 avec fractionnement aromatique/aliphatique - BTEX et naphtalène - Mono et dichlorobenzènes	annuelle
Eau du réseau d'eau potable	
- COHV - HCT C5-C40 - BTEX et naphtalène - Mono et dichlorobenzènes - Pesticides : amitrole, mécoprop et dichlorprop	annuelle

ARTICLE 5 : Surveillance des eaux souterraines

L'exploitant s'assure de la conformité de tous les ouvrages de prélèvement à l'arrêté ministériel du 11 septembre 2003.

L'exploitant surveille la qualité des eaux souterraines via 12 piézomètres (Pz1, Pz2, Pz4, Pz5, Pz6, Pz7, Pz8, Pz9, Pz10 et Pz11, Pz23 et Pz24) et 2 puits (puits 2 et puits 3).

Les paramètres suivis et les fréquences d'analyses sont définis dans le tableau ci-après :

Paramètres	Fréquence révisée
pH	2 fois par an (en périodes de hautes eaux et de basses eaux)
Température	
Matières en suspension totales (MEST)	
Demande chimique en oxygène (DCO) sur effluent non décanté	
COT	
Oxygène dissous	
Hydrocarbures totaux (HCT)	
Hydrocarbures Aromatiques Polycycliques (HAP)	
Conductivité	
Niveau piézométrique	
Chlorures	
Plomb	
Simazine	
Atrazine	
Terbuméton	
Terbutylazine	
Désethylatrazine	
Désethylsimazine	
1,2 Dichloroéthane	
2,4 D	
2,4 DP (Dichlorprop)	
2,4 MCPA	
MCPP (Mecoprop)	
2,4,5.T (acide 2,4,5 - trichlorophénoxyacétique)	
Bromoxynil	
Ioxynil	
Aminotriazole (ATA)	
Diuron	
Isoproturon	
Chlorotoluron	
Benzène	
Toluène	
Xylène	
Ethylbenzène	
Cumène	
Monochlorobenzène	
1,1,1 - trichloroéthane	
Tétrachloroéthylène (PCE)	
Trichloroéthylène (TCE)	
Ci-1,2-dichloroéthylène (cis-DCE)	
Naphtalène	
Indice phénol	
Amétryne	
Tebuconazole	
Terbutryne	

Les mesures sont réalisées selon la périodicité détaillée dans le tableau précédent. Les prélèvements et analyses sont réalisés par un organisme agréé aux frais de l'exploitant.

L'exploitant procède à une interprétation des résultats obtenus :

- comparaison amont / aval en précisant le sens d'écoulement de la nappe ;
- évolution des résultats par rapport aux années précédentes ;
- comparaison des résultats avec des valeurs de référence (arrêté ministériel du 17 décembre 2008, arrêté ministériel du 11 janvier 2007, ...);
- proposition éventuelle de modification de la périodicité de mesures.

L'exploitant informe l'inspection des installations classées en cas d'anomalie ou de pollution à la suite des résultats des analyses précédemment citées. En cas d'anomalie détectée sur les résultats de mesures, l'exploitant propose un suivi renforcé et des mesures pour déterminer l'origine de la pollution et en réduire les effets.

Les résultats et leur interprétation sont consignés dans un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

ARTICLE 6 : Délais et voies de recours (article R.514-3-1 du Code de l'environnement)

Le présent arrêté, conformément aux décisions mentionnées aux articles L.211-6 et L.214-10 et au I de l'article L. 514-6, peut être déféré à la juridiction administrative selon les dispositions des articles R.514-3-1 et R.181-50 du Code de l'environnement :

1° Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date où la décision leur a été notifiée ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai de deux mois à compter du premier jour de la publication sur le site internet de la préfecture prévue au 4° de l'article R.181-44 du Code de l'environnement ou de l'affichage de la décision en mairie dans les conditions prévues au 2° du même article.

Les personnes physiques et morales de droit privé non représentées par un avocat, autres que celles chargées de la gestion permanente d'un service public, peuvent adresser leur requête à la juridiction par voie électronique au moyen du téléservice « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Sans préjudice du recours gracieux mentionné à l'article R.214-36, les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

ARTICLE 7 : Publicité et exécution

Le présent arrêté est notifié à l'exploitant par voie administrative.

Un extrait dudit arrêté, énumérant les prescriptions et faisant connaître que copie dudit arrêté est déposée en mairie et peut y être consultée par tout intéressé, sera affiché à la mairie pendant une durée minimum d'un mois.

Le procès verbal de ces formalités est adressé à la DREAL – Unité Bidépartementale Eure Orne.

Un extrait est affiché en permanence de façon lisible dans l'installation par les soins de l'exploitant.

L'information des tiers s'effectue dans le respect du secret de la défense nationale, du secret industriel et de tout secret protégé par la loi.

Conformément aux dispositions de l'article R.181-45 du Code de l'environnement, l'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de l'Eure qui a délivré l'acte pendant une durée minimale de quatre mois.

Le secrétaire général de la préfecture, l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement (DREAL-UBDEO) sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Copie dudit arrêté est adressée à :

- monsieur le sous-préfet des Andelys,
- madame le maire de la commune de Gaillon,
- à l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) (DREAL – UBDEO)

Évreux, le **11 AOUT 2025**

Le préfet,



Charles GIUSTI